

<https://warmup95.fr/Constat-sommaire>

# Constat sommaire

- Billets d'humeur -

Date de mise en ligne : dimanche 3 février 2019

---

**Copyright © Moto Club Warmup 95 - Tous droits réservés**

---

En voilà une bonne nouvelle ! L'année 2018 serait la moins meurtrière de l'histoire sur les routes hexagonales. Emmanuel Barbe, le délégué interministériel à la Sécurité routière, en a le « cœur réjoui ». Tout comme le Premier ministre, Édouard Philippe. Ces deux sauveurs de vie voient dans ce bilan la conséquence de leur mesure prise début juillet dernier, à savoir la limitation de la vitesse à 80 km/h sur la grande majorité de notre réseau bitumé.

S'il convient de se réjouir d'une baisse du nombre de mort, il semble hâtif d'en attribuer le bienfait à la seule diminution de notre vitesse. Les pouvoirs publics restent sur le sujet dans la globalité d'une vérité prématurée. Surtout ne pas détailler... ni les causes, ni les lieux des accidents. La vitesse est seule responsable des bons ou mauvais chiffres... Point final.

Prenons donc aux mots ceux qui veulent notre bien sur la route. Disons-leur tout net que 80 km/h, c'est encore beaucoup trop. S'en tenir à 10 km/m aurait de bien meilleurs résultats. Et cela permettrait à l'Etat de se consacrer à sauver des vies ailleurs que sur la chaussée. Mais la tâche à accomplir sur ce plan fait peur à nos gouvernants. Ils optent toujours pour la facilité et s'en remettent aux autres. Exemple... la recherche médicale. Pourquoi celle-ci ne doit-elle ses moyens qu'aux dons des citoyens ? Son essor permettrait sûrement de sauver plus de vie qu'une limitation de vitesse arbitraire. Mais encore faudrait-il une volonté politique responsable et courageuse. C'est sans doute trop demander.

Emmanuel Macron, Édouard Philippe, se targuent d'accomplir les tâches pour lesquelles ils ont été élus. Il ne nous semble pas que les 80 km/h figuraient initialement au programme de campagne. Pas plus d'ailleurs que la volonté d'investir massivement pour améliorer la sécurité sur notre réseau routier, ni dans la formation et l'éducation des usagers. Pourtant, si tel était le cas, les résultats seraient bien meilleurs en matière de lutte contre la mortalité accidentelle. Mais une fois de plus, en s'en tenant à un dictât unilatéral, l'État joue la facilité.

Dom